

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.726/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 22 novembre 2006 ^(*), d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur des amendements à l'avant-projet de loi sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs du 7 mai 1999, le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus remplacé par l'arrêté royal du 29 mars 1994 et modifié par les lois des 22 décembre 1998, 4 mai 1999, 8 avril 2003 et 10 août 2005, la loi relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves", a donné le 4 décembre 2006 l'avis suivant :

(*) Pour les raisons exposées dans l'avis, le délai de cinq jours a commencé à courir le 29 novembre 2006.

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Dit verzoek om spoedbehandeling wordt gemotiveerd door het feit dat de Ministerraad op 17.11.2006 beslist heeft om het voorontwerp van wet tot wijziging van de wet op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers van 7 mei 1999 (...) op te nemen in het voorontwerp van wet houdende dringende diverse bepalingen. Aangezien deze amendementen ertoe strekken een aantal leemtes of onduidelijkheden in de tekst van het voorontwerp te ondervangen, die alsnog zijn opgedoken en waarover de Raad van State zich in haar advies 41.153/2 van 25 september 2006 niet heeft kunnen uitspreken en aangezien het voorontwerp van wet in essentie een grotere coherentie in de wetgeving en de versterking van de bestaande controle mogelijkheden en -instrumenten, is het van essentieel belang, voor de duidelijkheid, de rechtszekerheid en de eenheid van de tekst, dat de Raad van State haar advies zou verlenen binnen de vijf werkdagen".

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Le Conseil d'État constate que de plus en plus fréquemment, des lois, y compris des réformes essentielles, sont élaborées et adoptées de manière précipitée ou insuffisamment approfondie.

.../...

Il en résulte, entre autres, qu'à peine publiées ces lois doivent faire l'objet de lois réparatrices, elles-même élaborées et adoptées dans l'urgence.

De plus en plus souvent des modifications sont même apportées, dans l'urgence, à des lois qui ne sont pas encore entrées en vigueur ou qui n'ont pas encore été publiées.

Déjà confronté au phénomène bien connu de l'inflation législative, notre droit risque d'induire dans les relations sociales une complexité et une insécurité juridique permanente contraires à sa fin première.

2. Un des aspects de cette manière de procéder est la multiplication de volumineuses lois "programmes" ou de lois "contenant des dispositions diverses", que le Conseil d'État, appelé à donner son avis dans les cinq jours, ne peut qu'examiner de manière de plus en plus superficielle.

Loin de se limiter à des modifications ponctuelles, ces lois réglementent ou réforment parfois toute une matière.

Les "amendements" aujourd'hui soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État illustrent cette manière de procéder.

3. Le début de la lettre de demande d'avis mentionne :

"(...) zeven amendementen op het voorontwerp van wet tot wijziging van de wet op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers van 7 mei 1999, van het wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen vervangen bij het koninklijk besluit van 29 maart 1994 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 1998, 4 mei 1999, 8 april 2003 en 10 augustus 2005, de wet betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten van 26 juni 1963, de wet tot rationalisering van de werking en het beheer van de nationale loterij van 19 april 2002".

La motivation de l'urgence implique, par contre, que les amendements portent sur l'avant-projet de loi "portant des dispositions diverses".

.../...

Toutefois, à leur première lecture, certains des amendements semblent viser

- soit les dispositions de l'avant-projet de loi "modifiant la loi sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, la loi relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives et la loi relative à la rationalisation du fonctionnement de la gestion de la Loterie nationale" ⁽¹⁾, ci-après l'avant-projet de loi "jeux de hasard";
- soit diverses dispositions de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, elle-même.

La section de législation du Conseil d'État n'a pu déterminer la portée des divers amendements qui lui ont été soumis que lors de sa séance du 28 novembre 2006 ⁽²⁾, au cours de laquelle lui ont été communiquées les dispositions de l'avant-projet de loi "jeux de hasard", version adaptée suite à l'avis 41.153/2, précité, du Conseil d'État, mais intégrées sans aucune adaptation de la numérotation des articles dans un chapitre VIII d'un titre, non autrement déterminé, de l'avant-projet de loi portant des dispositions diverses, non encore déposé.

4. Si l'intention du Gouvernement est de déposer sur le bureau des chambres un "texte coordonné" du projet de loi "portant des dispositions diverses" dans lequel les amendements énumérés ici seraient insérés, il est nécessaire pour la clarté du débat parlementaire que soient annexés au texte coordonné déposé, non seulement les avis qui ont été donnés successivement par la section de législation sur les différents avant-projets qui lui ont été soumis, mais encore un tableau qui permette d'établir la correspondance entre les articles du projet déposé et les textes des divers avant-projets qui ont successivement conduit à cette dernière version.

⁽¹⁾ Qui n'a pas été déposé à ce jour et sur lequel le Conseil d'État a donné l'avis 41.153/2, le 25 septembre 2006.

⁽²⁾ Ce n'est, dès lors, qu'à cette date que le délai de cinq jours imparti au Conseil d'État a commencé à courir.

C'est sous réserve de cette observation générale que sont formulées les observations particulières qui concernent les phrases liminaires.

Observations particulières

"Amendement n° 1"

Il y a lieu de préciser que le paragraphe 3 est inséré dans l'article 53^{ter} en projet de la loi du 7 mai 1999, précitée.

"Amendement n° 3"

Déterminer si les montants mentionnés aux alinéas 2 ou 3 seront indexés ou non est un élément important de la réglementation de la matière.

Si le législateur peut laisser au Roi le soin de déterminer la manière dont il sera procédé à l'indexation, c'est à lui de prévoir si oui ou non les montants seront indexés.

La même observation vaut pour l'amendement n° 1.

"Amendement n° 4"

1. Dès lors que l'amendement vise à remplacer le premier point de l'article 57 de l'avant-projet de loi "modifiant la loi sur les jeux de hasard..." (qui est en réalité le premier point de l'article X de ce qui sera bientôt le projet de loi "portant des dispositions diverses"), il y a lieu de reprendre la phrase liminaire de ce premier point.

2. La pratique des jeux de hasard exploités dans des débits de boissons (établissements de classe III) est interdite aux mineurs d'âge. La pratique des jeux de hasard exploités dans une agence de paris (établissements de classe IV) est interdite également pour les personnes de 18 à 21 ans.

Si les jeux de hasard exploités dans les établissements de classe IV sont de même nature que ceux qui sont exploités dans les débits de boissons, cette différence de traitement ne se justifie pas. S'ils sont toujours de nature différente, elle se justifie. S'ils sont parfois de même nature et parfois de nature différente, le texte doit être affiné pour tenir compte de ces deux possibilités.

3. Contrairement à ce que mentionne la justification de l'"amendement", l'accès des mineurs d'âge aux établissements de classe IV n'est nullement interdit. En effet, ce n'est que leur participation aux paris qui est interdite.

Il y a lieu de mettre fin à cette contradiction.

"Amendement n° 5"

1. Cet amendement vise à remplacer, dans la version française, le "premier point" de l'article 62 de l'avant-projet de loi "modifiant la loi sur les jeux de hasard..." (qui est en réalité l'article Y de ce qui sera bientôt le projet de loi "portant des dispositions diverses").

Or, l'article 62, précité, ne comprend qu'un seul point, à savoir le remplacement de l'article 62, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Il y a donc lieu de remplacer tout l'article 62, précité, et d'en reprendre la phrase liminaire.

2. Le texte français doit être adapté au texte néerlandais qui mentionne également "(...) de toegang (...) tot de vaste kansspelinrichtingen klasse IV".

.../...

"Amendement n° 6"

1. Dès lors que l'"amendement" vise à remplacer l'article 67 de l'avant-projet de loi "modifiant la loi sur les jeux de hasard..." (qui est en réalité l'article Z de ce qui sera bientôt le projet de loi "portant des dispositions diverses"), il y a lieu de reprendre la phrase liminaire de cet article.

2. À l'alinéa 1^{er}, en projet, le Conseil d'État se demande pour quelle raison ne pas viser également l'article 45 de l'arrêté royal du 8 juillet 1970, dès lors que, dans la nouvelle réglementation, les paris à cote fixe ou conventionnelle seront encore autorisés.

3. Au même alinéa, il y a lieu de préciser quelles dispositions prévoient l'autorisation des bookmakers.

4. Au même alinéa, il y a lieu d'écrire "à dater de l'entrée en vigueur de la loi du ... portant des dispositions diverses".

5. L'exposé des motifs mentionne que l'article en projet concerne les agences qui ont été soit autorisées par l'administration des Finances soit déclarées auprès de cette administration.

Le texte du projet d'"amendement" ne fait cependant état, dans son alinéa 1^{er}, que de l'autorisation du ministère des Finances.

Il y a lieu de mettre fin à ces discordances et, en outre, de mentionner de manière exacte et précise les autorités qui délivrent les autorisations ou auprès desquelles les déclarations doivent être faites.

6. À l'alinéa 2, les termes "modalités supplémentaires relatifs à la période transitoire" sont trop vagues.

.../...

Il y a lieu de préciser sur quoi peuvent porter ces modalités.

7. À l'alinéa 2, la date du 1^{er} novembre 2006 ne peut être admise. Toutes les agences qui auront fait une déclaration dans un délai raisonnable après la publication de la loi doivent pouvoir bénéficier de la période transitoire.

Dans la version française de cet alinéa, il convient par ailleurs d'ajouter les mots "de l'arrêté royal" après les mots "l'article 53".

"Amendement n° 7"

1. Ce n'est pas l'article 18 de la loi du 7 mai 1999 qui doit être complété mais l'article 327, § 6, du Code des impôts sur les revenus 1992.

2. Tel que rédigé, l'article 18, en projet, n'est nullement limité aux domaines qui relèvent de la compétence de la Commission, de sorte que toute infraction aux dispositions mentionnées ou tout indice de fraude fiscale devrait être communiqué à la Commission, même si cela n'a aucun lien avec les jeux de hasard et les établissements de jeux de hasard.

Il y a lieu, dès lors, de circonscrire plus précisément l'obligation mise à charge du directeur des impôts.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.726/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 november 2006 ^(*) door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over amendementen bij de wet op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers van 7 mei 1999, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen vervangen bij het koninklijk besluit van 29 maart 1994 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 1998, 4 mei 1999, 8 april 2003 en 10 augustus 2005, de wet betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten van 26 juni 1963, de wet tot rationalisering van de werking en het beheer van de nationale loterij van 19 april 2002", heeft op 4 december 2006 het volgende advies gegeven :

(*) Om de in het advies opgegeven redenen is de termijn van vijf dagen ingegaan op 29 november 2006.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"Dit verzoek om spoedbehandeling wordt gemotiveerd door het feit dat de Ministerraad op 17.11.2006 beslist heeft om het voorontwerp van wet tot wijziging van de wet op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers van 7 mei 1999 (...) op te nemen in het voorontwerp van wet houdende dringende diverse bepalingen. Aangezien deze amendementen ertoe strekken een aantal leemtes of onduidelijkheden in de tekst van het voorontwerp te ondervangen, die alsnog zijn opgedoken en waarover de Raad van State zich in haar advies 41.153/2 van 25 september 2006 niet heeft kunnen uitspreken en aangezien het voorontwerp van wet in essentie een grotere coherentie in de wetgeving en de versterking van de bestaande controle mogelijkheden en -instrumenten, is het van essentieel belang, voor de duidelijkheid, de rechtszekerheid en de eenheid van de tekst, dat de Raad van State haar advies zou verlenen binnen de vijf werkdagen".

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Algemene opmerkingen

1. De Raad van State stelt vast dat wetten, daaronder begrepen wezenlijke hervormingen, steeds vaker overhaast of onvoldoende grondig worden uitgewerkt en aangenomen.

Daaruit volgt onder meer dat die wetten amper zijn bekendgemaakt, of ze moeten worden verbeterd door andere wetten, die op hun beurt overhaast worden uitgewerkt en aangenomen.

Steeds vaker worden zelfs in allerijl wijzigingen aangebracht in wetten die nog niet in werking zijn getreden of nog niet zijn bekendgemaakt.

Het interne recht, dat reeds vertrouwd is met het verschijnsel van een overdreven toename van het aantal wetten, dreigt in de maatschappelijke betrekkingen een graad van ingewikkeldheid en een aanhoudende rechtsonzekerheid in te voeren die strijdig zijn met het einddoel ervan.

2. Eén van de aspecten van die werkwijze is de aanzienlijke toename van omvangrijke "programmawetten" of van wetten "houdende diverse bepalingen", waaraan de Raad van State, wanneer hem gevraagd wordt daaromtrent binnen een termijn van vijf dagen een advies te verstrekken, slechts een steeds oppervlakkiger onderzoek kan wijden.

Die wetten beperken zich vaak niet tot gerichte wijzigingen, maar regelen of hervormen soms een volledige materie.

De thans aan de Raad van State, afdeling wetgeving, om advies voorgelegde "amendementen" zijn een sprekend voorbeeld van die werkwijze.

3. Aan het begin van de brief met de adviesaanvraag is sprake van :

"(...) zeven amendementen op het voorontwerp van wet tot wijziging van de wet op de kansspelen,' de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers van 7 mei 1999, van het wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen vervangen bij het koninklijk besluit van 29 maart 1994 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 1998, 4 mei 1999, 8 april 2003 en 10 augustus 2005, de wet betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten van 26 juni 1963, de wet tot rationalisering van de werking en het beheer van de nationale loterij van 19 april 2002".

De motivering van het spoedeisende karakter houdt daarentegen in dat de amendementen betrekking hebben op het voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen".

Bij een eerste lezing lijken sommige amendementen evenwel betrekking te hebben op

- ofwel de bepalingen van het voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, de wet betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, en de wet tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij ⁽¹⁾, hierna het voorontwerp van wet "kansspelen" genoemd;
- ofwel verscheidene bepalingen van de eigenlijke wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

⁽¹⁾ Dat op heden niet is ingediend en waarover de Raad van State op 25 september 2006 advies 41.153/2 heeft verstrekt.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft de strekking van de onderscheiden amendementen die haar zijn voorgelegd pas kunnen vaststellen op haar vergadering van 28 november 2006 ⁽²⁾, toen haar de bepalingen van het voorontwerp van wet "kansspelen" in de versie aangepast op basis van het voornoemde advies 41.153/2 van de Raad van State zijn meegedeeld, met dien verstande evenwel dat die bepalingen zonder enige aanpassing van de nummering van de artikelen opgenomen waren in een hoofdstuk VIII van een niet nader bepaalde titel van het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen, dat nog niet is ingediend.

4. Indien het de bedoeling van de regering is om bij de Kamers een "gecoördineerde tekst" van het ontwerp van wet "houdende diverse bepalingen" in te dienen waarin de hier opgesomde amendementen opgenomen zijn, moeten voor de duidelijkheid van de parlementaire bespreking bij de ingediende gecoördineerde tekst niet alleen de adviezen worden gevoegd die de afdeling wetgeving achtereenvolgens heeft verstrekt omtrent de verschillende voorontwerpen die haar zijn voorgelegd, maar ook een tabel waaruit de concordantie kan worden opgemaakt tussen de artikelen van het ingediende ontwerp en de teksten van de onderscheiden voorontwerpen die achtereenvolgens tot deze laatste versie hebben geleid.

Onder voorbehoud van deze algemene opmerking worden de bijzondere opmerkingen met betrekking tot de inleidende zinnen gemaakt.

Bijzondere opmerkingen

"Amendement nr. 1"

Er moet worden gepreciseerd dat paragraaf 3 ingevoegd wordt in het ontworpen artikel 53*ter* van de voornoemde wet van 7 mei 1999.

⁽²⁾ Het is trouwens pas op die datum dat de termijn van vijf dagen die aan de Raad van State was toegemeten, is beginnen lopen.

"Amendement nr. 3"

Het vaststellen of de bedragen vermeld in het tweede of het derde lid al dan niet geïndexeerd zullen worden, is een belangrijk aspect van de desbetreffende regelgeving.

De wetgever kan het aan de Koning overlaten om de manier vast te stellen waarop de indexering zal geschieden, maar hij moet zelf bepalen of die bedragen al dan niet geïndexeerd zullen worden.

Dezelfde opmerking geldt voor amendement nr. 1.

"Amendement nr. 4"

1. Vermits het amendement ertoe strekt punt 1 te vervangen van artikel 57 van het voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet op de kansspelen, ..." (dat in werkelijkheid punt 1 is van artikel X van wat eerlang het ontwerp van wet "houdende diverse bepalingen" zal worden), moet de inleidende zin van dat punt 1 worden overgenomen.

2. Het is minderjarigen verboden deel te nemen aan kansspelen die worden geëxploiteerd in drankgelegenheden (inrichtingen van klasse III). Zo is het tevens personen van 18 tot 21 jaar verboden deel te nemen aan kansspelen die worden geëxploiteerd in wedkantoren (inrichtingen van klasse IV).

Indien de kansspelen geëxploiteerd in inrichtingen van klasse IV van dezelfde aard zijn als die welke worden geëxploiteerd in de drankgelegenheden, is die verschillende behandeling niet gewettigd. Indien ze steeds verschillend van aard zijn, is die verschillende behandeling wel gewettigd. Indien ze soms wel van dezelfde aard zijn, en dan weer niet, moet de tekst worden aangevuld, waarbij met die twee mogelijkheden rekening wordt gehouden.

3. In tegenstelling tot wat te lezen staat in de verantwoording omtrent het "amendement", is het voor minderjarigen helemaal niet verboden om inrichtingen van klasse IV te betreden. Het is hun immers alleen verboden deel te nemen aan weddenschappen.

Die tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

"Amendement nr. 5"

1. De Franse tekst van dit amendement strekt ertoe om het "premier point" van artikel 62 van het voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet op de kansspelen, ..." (dat in werkelijkheid artikel Y is van wat eerlang het ontwerp van wet "houdende diverse bepalingen" zal worden) te vervangen.

Het voornoemde artikel 62 bevat evenwel slechts één enkel punt, te weten de vervanging van artikel 62, eerste lid, van de voornoemde wet van 7 mei 1999.

Derhalve moet het voornoemde artikel 62 in zijn geheel worden vervangen en moet de inleidende zin ervan worden overgenomen.

2. De Franse tekst moet worden aangepast aan de Nederlandse tekst, waarin eveneens sprake is van "(...) de toegang (...) tot de vaste kansspelinrichtingen klasse IV".

"Amendement nr. 6"

1. Vermits het "amendement" ertoe strekt om artikel 67 van het voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet op de kansspelen, ..." (dat in werkelijkheid artikel Z is van wat eerlang het ontwerp van wet "houdende diverse bepalingen" zal worden) te vervangen, moet de inleidende zin van dit artikel worden overgenomen.

2. De Raad van State vraagt zich af waarom in het ontworpen eerste lid niet eveneens verwezen wordt naar artikel 45 van het koninklijk besluit van 8 juli 1970, daar in de nieuwe regeling weddenschappen bij vaste of conventionele notering nog steeds toegestaan zijn.

3. In hetzelfde lid moet worden gepreciseerd welke bepalingen de toelating van de bookmakers regelen.

4. In hetzelfde lid schrijve men "vanaf de datum van inwerkingtreding van de wet van ... houdende diverse bepalingen".

5. In de memorie van toelichting staat te lezen dat het ontworpen artikel de kantoren betreft die ofwel door het Ministerie van Financiën toegelaten zijn, ofwel er aangegeven zijn.

In het eerste lid van de tekst van het ontworpen "amendement" wordt echter alleen gewag gemaakt van de toelating van het Ministerie van Financiën.

Die discrepanties moeten worden weggewerkt en bovendien moeten correct en nauwkeurig de instanties worden vermeld die de toelatingen afgeven of waarbij de aangiften moeten worden gedaan.

6. De woorden "bijkomende modaliteiten met betrekking tot de overgangsperiode" in het tweede lid zijn te vaag.

Er moet worden gepreciseerd waarop die "modaliteiten" (beter: "nadere regels") betrekking kunnen hebben.

7. In het tweede lid kan de datum van 1 november 2006 niet worden aanvaard. Die overgangsperiode moet kunnen gelden voor alle kantoren die een aangifte hebben gedaan binnen een redelijke termijn na de bekendmaking van de wet.

Bovendien moeten in de Franse versie van dit lid de woorden "de l'arrêté royal" worden toegevoegd na de woorden "l'article 53".

"Amendement nr. 7"

1. Niet artikel 18 van de wet van 7 mei 1999 moet worden aangevuld, maar wel artikel 327, § 6, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

2. Het ontworpen artikel 18 beperkt zich in zijn huidige lezing niet tot de domeinen die tot de bevoegdheid van de Commissie behoren, zodat iedere overtreding van de genoemde bepalingen of iedere aanwijzing van belastingontduiking moet worden gemeld aan de Commissie, zelfs indien zulks geen enkel verband houdt met de kansspelen en de kansspelinrichtingen.

Derhalve moet de verplichting opgelegd aan de directeur van belastingen nader worden omschreven.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS